

HONGRIE

La Hongrie est retombée en récession en 2012, mais le PIB réel devrait s'accroître à compter du milieu de 2013. L'inflation globale s'est nettement accélérée sous l'effet de la hausse des prix des carburants et des produits alimentaires et de l'augmentation des impôts indirects. Les anticipations d'inflation dépassent à présent 6 %, ce qui remet en question la crédibilité de l'objectif d'inflation.

L'assainissement budgétaire s'est poursuivi, des réductions d'impôts ciblées étant largement compensées par d'autres mesures qui pèseront sur l'activité économique. La conclusion rapide d'un accord avec les organisations multilatérales, qui est intégrée dans les prévisions, est indispensable à la croissance, car cet accord réduirait le coût du financement, améliorerait la confiance des investisseurs et stimulerait l'activité de crédit. Un nouvel assouplissement de la politique monétaire ne serait justifié que si l'inflation retombe durablement au niveau de l'objectif de 3 % fixé par la banque centrale.

L'activité économique se contracte

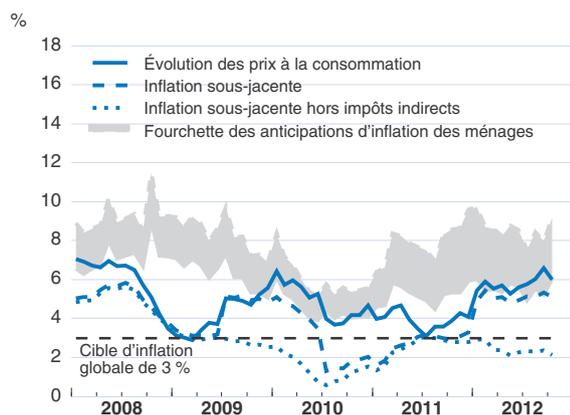
L'économie est entrée dans sa deuxième récession depuis le début de la crise mondiale, sous l'effet d'une nouvelle contraction de la demande intérieure et d'un ralentissement des exportations. La confiance des entreprises est fragile et les prêts au secteur non financier continuent de diminuer, tandis que le désendettement des ménages freine la consommation. Le taux d'emploi s'est accru, en partie sous l'effet d'un programme de travaux publics de grande envergure. Le gouvernement a aussi adopté un « plan d'action pour la protection de l'emploi », destiné à stimuler l'emploi dans le secteur privé par le biais de réductions ciblées des cotisations de sécurité sociale pour les catégories de travailleurs ayant des liens distendus avec le marché du travail et d'un allègement des charges pesant sur les petites entreprises.

L'assouplissement de la politique monétaire a été prématuré

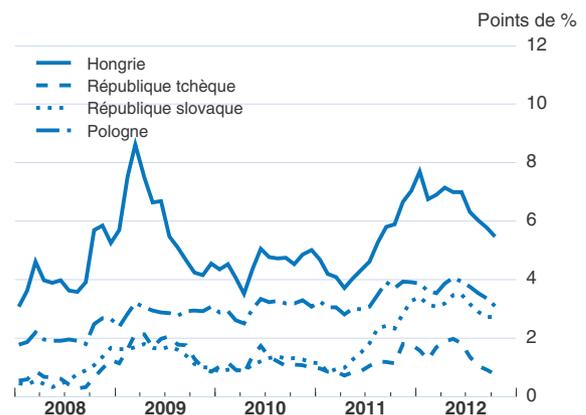
La banque centrale a réduit de 25 points de base le taux directeur en août, en septembre et en octobre pour le ramener à 6.25 %, malgré une inflation forte et en hausse et des primes de risque toujours élevées. Alors

Hongrie

L'inflation a repris



Les écarts de taux d'intérêt à long terme restent élevés¹



1. Écart de taux d'intérêt par rapport aux obligations d'État allemandes à 10 ans.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE et Magyar Nemzeti Bank.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932746313>

Hongrie : Demande, production et prix

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	25 626.5	1.3	1.6	-1.6	-0.1	1.2
Consommation privée	13 958.9	-3.0	0.5	-0.5	-1.5	-0.1
Consommation publique	5 804.7	-0.7	-0.3	-2.4	-1.3	-0.3
Formation brute de capital fixe	5 301.9	-9.5	-3.6	-4.9	-3.0	-0.3
Demande intérieure finale	25 065.5	-3.8	-0.5	-1.8	-1.8	-0.2
Variation des stocks ¹	- 683.8	3.3	0.6	-1.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	24 381.7	-0.5	-0.6	-3.6	-2.1	-0.2
Exportations de biens et services	19 881.0	14.2	6.3	1.3	2.2	4.3
Importations de biens et services	18 636.2	12.7	5.0	-0.4	0.3	3.2
Exportations nettes ¹	1 244.8	1.8	1.5	1.5	1.8	1.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.5	3.1	2.9	4.3	3.3
Indice des prix à la consommation	—	4.9	3.9	5.8	4.8	3.9
Déflateur de la consommation privée	—	3.9	4.5	5.6	4.7	3.6
Taux de chômage	—	11.1	10.9	11.1	11.1	10.8
Solde de l'administration publique ²	—	-4.5	4.3	-3.0	-2.7	-2.7
Dette brute des administrations publiques ²	—	87.5	86.1	87.4	86.4	86.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	81.8	81.4	78.9	77.8	77.1
Balance des opérations courantes ²	—	1.1	0.9	1.7	3.4	4.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747795>

que la montée de l'inflation s'explique par un alourdissement de la fiscalité indirecte et la hausse des prix des carburants et des produits alimentaires, qui devraient n'avoir que des effets temporaires, les anticipations d'inflation se sont détachés de l'objectif de 3 % de la banque centrale pour s'établir entre 6 et 9 %. Dans ces conditions, l'assouplissement monétaire risque de compromettre la stabilité des prix et de saper la crédibilité de la politique monétaire. Les prévisions tablent sur une baisse du taux d'intérêt de 25 points de base, mais seulement à la fin de 2014 et uniquement lorsque l'inflation globale fléchira pour tendre vers l'objectif de la banque centrale.

L'assainissement budgétaire devrait se poursuivre

L'assainissement budgétaire s'est poursuivi, avec une réduction prévue du déficit structurel de plus de 2 % du PIB en 2012 et de 1.5 % du PIB en 2013. Grâce à cet assainissement, la Hongrie devrait pouvoir sortir de la procédure de déficit excessif et éviter de perdre l'accès aux fonds de cohésion de l'UE, qui représentent 0.5 % du PIB, en 2013. Les mesures adoptées compenseront largement l'impact sur le budget du « plan d'action de protection de l'emploi » : suppression du plafonnement des cotisations de sécurité sociale, recouvrement des impôts plus efficace et maintien du gel des salaires et des effectifs dans le secteur public. Un autre train de mesures budgétaires prévu pour 2013 consistera à retarder

la réduction de moitié d'un impôt de crise, lourd et générateur de distorsions, prélevé sur les banques, à doubler une taxe créée récemment sur les transactions financières, à élargir l'assiette d'un impôt local sur les entreprises et à instaurer un nouveau prélèvement sur le réseau d'entreprises de services publics. Des avancées ont été enregistrées dans les négociations avec les organisations multilatérales, notamment grâce à l'abandon des projets visant à soumettre les opérations monétaires de la banque centrale à la taxe sur les transactions financières, mais les taux d'intérêt à long terme restent élevés.

La croissance devrait se redresser progressivement

Dans l'hypothèse d'un accord avec les organisations multilatérales sur un nouveau programme, une reprise modérée de la croissance est attendue à compter du milieu de 2013, suivie d'une accélération en 2014. La poursuite du désendettement des secteurs public et privé devrait limiter le redressement de la demande intérieure, d'autant que les lourdes charges fiscales pesant sur les banques freinent le crédit, mais la demande extérieure devrait se renforcer sur la période considérée.

Les risques sont globalement équilibrés

L'absence de conclusion d'un accord financier avec les organisations multilatérales pourrait entamer une confiance déjà fragile, compromettre la viabilité des finances publiques et déstabiliser le taux de change. À l'inverse, un accord, associé à une prévisibilité et une transparence plus grandes des politiques, pourrait avoir un impact plus positif sur la confiance, et donc sur la croissance, que ne le supposent les prévisions.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Hongrie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-20-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.